

Pour un véritable « dialogue Nord-Sud »
La rencontre nécessaire entre les mouvements pour la paix et les mouvements de libération
Towards an authentic north-south dialogue or Peace movements and national liberation movements: the urgency of partnership
Para un auténtico diálogo Norte-Sur, o el encuentro entre los movimientos por la paz y los movimientos de liberación

Pierre Beaudet

Numéro 12 (52), automne 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034572ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034572ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (1984). Pour un véritable « dialogue Nord-Sud » : la rencontre nécessaire entre les mouvements pour la paix et les mouvements de libération. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 159–166. <https://doi.org/10.7202/1034572ar>

Résumé de l'article

Ce texte veut éclairer les conditions par lesquelles un dialogue est possible entre les mouvements pour la paix dans les pays industrialisés et les mouvements de libération dans ce qu'on appelle généralement le « Tiers-Monde ». Ces mouvements expriment des dynamiques sociales, politiques et idéologiques fort diversifiées, mais ils appellent en commun à une nouvelle définition de la démocratie et des rapports internationaux. Ce fond commun est cependant masqué par divers obstacles idéologiques et politiques que certains parviennent parfois à franchir pour un renforcement mutuel. Les mouvements pour la paix ont à apporter dans ce dialogue de nouvelles réflexions sur les expériences organisationnelles basées sur la démocratie directe. Ils regardent d'une manière rafraîchissante les concepts et les expériences de progrès et de modernité à partir des recherches écologistes et antinucléaires. Ils élaborent de nouvelles formes de mobilisation sociale à partir de l'action de masse non violente. Les mouvements de libération pour leur part régénèrent l'action politique en faisant la jonction entre libération nationale et lutte pour la démocratie. Ils sont l'expression d'un nouveau dialogue entre christianisme et marxisme. Ils cherchent à élaborer un nouveau faisceau de relations internationales non-alignées. Toute recherche d'une voie alternative sur l'espace politique mondial actuel passe par une recherche commune à partir des expériences et des théorisations de ces deux grands mouvements sociaux de la fin du XX^e siècle.

Pour un véritable « dialogue Nord/Sud »

La rencontre nécessaire entre les mouvements pour la paix et les mouvements de libération

P. Beaudet

Une destinée commune, mais des obstacles

Le mouvement pour la paix, qui se développe en Amérique du Nord et en Europe, canalise une bonne partie des énergies sociales contestant le *statu quo* économique et politique. Cependant, dans les pays qu'on appelle généralement le « Tiers-Monde¹ », ce sont surtout les mouvements de libération nationale qui cherchent à transformer la société.

Les mouvements pour la paix, comme les mouvements de libération, possèdent des traits caractéristiques, relatifs aux sociétés où ils se déploient. Toutefois, de par leur dynamique et l'internationalisation croissante des structures politiques et économiques, ces mouvements sont dans un certain sens, destinés à converger et ce, en dépit de plusieurs obstacles politiques et historiques.

En Amérique du Nord et en Europe, les mouvements pour la paix sont surtout orientés en termes de conflit Est/Ouest, alors que se profile la menace d'un holocauste nucléaire. Dans le « Tiers-Monde », ce même conflit se développe aussi, mais il s'agit surtout d'une polarisation Nord/Sud, au sens où des sociétés opprimées et exploitées se révoltent contre les pouvoirs impériaux. Cette différence de focalisation constitue un premier obstacle.

Sur un plan plus politique, les luttes de libération du Sud ont capté l'attention des couches contestataires des années 60-70 et le « nationalisme radical » du Sud a intéressé toute une jeunesse avide de nouveaux modèles révolutionnaires. Depuis les années 80, cependant, de nouvelles générations politiques s'expriment au travers de nouveaux mouvements

sociaux, dont le mouvement pour la paix. Elles expriment d'autres références, d'autres « sensibilités » politiques qui, sans exclure le dialogue avec les mouvements de libération, ne s'ouvrent pas spontanément à l'écoute des peuples en lutte contre l'impérialisme.

Cette distanciation découle aussi d'un certain désenchantement, à la suite de l'évolution des sociétés post-révolutionnaires du « Tiers-Monde ». Comme l'explique René Dumont², *Finis les lendemains qui chantent* ; l'image d'un « Tiers-Monde » héroïque, porteur de l'« homme nouveau » ne tient plus, à la fois à cause de la contre-offensive politique et idéologique de l'impérialisme (les États-Unis s'étant débarrassés du « syndrome » vietnamien) et de la démobilisation d'une partie de la génération des années 60-70.

Pourtant, quiconque au Nord

160 lutte pour la paix sait bien que l'enjeu de la guerre se joue actuellement au Salvador, au Liban ou en Afrique du Sud. Aux États-Unis, particulièrement, puissance impériale par excellence, la jonction entre pacifistes et sympathisants de la cause de l'Amérique centrale se fait en profondeur. En Europe et au Canada, on constate aussi une recherche allant dans ce sens.

La convergence entre les mouvements pour la paix et les mouvements de libération devra aboutir pour trois motifs principaux.

Il y a d'abord des raisons morales. La lutte contre l'oppression au Sud rejoint celle pour la paix au Nord, car « la violence directe est employée pour renforcer la violence structurelle, économique. La paix ne peut régner si seule la violence directe est abolie, car l'exploitation économique recréera la violence³ ».

Il y a ensuite des motifs économiques. Des dizaines d'études ont démontré, de façon détaillée⁴, que le cycle de la militarisation au Nord était intimement lié à la défense des « empires » au Sud, *via* les dictatures terroristes qui s'imposent par la violence. À travers le pillage perpétré dans le « Tiers-Monde », c'est la Troisième Guerre mondiale qui s'amorce un peu partout. Tous les efforts pour la paix seront vains si ne sont pas brisés les liens structurels qui tiennent ensemble les « chaînes » impérialistes.

Il y a finalement des raisons d'ordre politique. Coincés entre les

États-Unis et l'URSS, les mouvements pour la paix cherchent à établir de nouvelles alliances. Il n'y a pas d'autres alliés potentiels dans le monde que les peuples opprimés et leurs mouvements de libération. Pour établir une force capable de faire face aux grandes puissances, cette alliance est indispensable.



Le possible apport des mouvements de libération

La convergence possible entre les mouvements pour la paix et les mouvements de libération sera l'aboutissement d'une recherche, d'un dialogue, d'une compréhension mutuelle des points communs et des différences.

Les mouvements de libération contre les États terroristes

Dans la plupart des pays du « Tiers-Monde », des systèmes, des structures étatiques se sont imposés par la violence absolue. Si on prend, par exemple, l'Amérique centrale, il n'y a pas véritablement d'État de droit, il n'y a pas, non plus, de structures politiques au sens strict (l'équivalent de partis fascistes, par exemple). Les machines terroristes représentent les couches ultra-minoritaires des grandes familles et des empires pratiquent ce que Jean Ziegler appelle « la négation du peuple comme sujet possible d'une histoire nationale⁵ ». Quand les classes dominantes n'excluent pas le peuple par une sorte de « racisme social », elles en rationa-

lisent leur exclusion de la société par un racisme « pur » (Afrique du Sud ou Palestine, par exemple). Les conséquences de cette situation prennent diverses formes : génocide (Indiens du Guatemala), extermination massive de toute dissidence (Argentine, Turquie), désappropriation du territoire et expulsions massives (Afrique du Sud, Palestine), mise en esclavage d'une main-d'oeuvre déniée de tout droit, etc.

La misère « si effroyable » qui s'ensuit, comme l'a expliqué René Dumont⁶, n'a pas de frein dans la société civile réduite à sa plus simple expression. La société divisée en deux camps retranchés est militarisée. Les mouvements populaires, pour résister à l'extermination, s'engagent alors dans un processus d'autodéfense. Quand ce processus parvient à terme, des mouvements de libération apparaissent.

Lutte politique, lutte de masse, lutte armée

L'autodéfense populaire apparaît donc comme la seule réponse possible aux États terroristes surmilitarisés. Toutefois, les formes prises par ce processus d'organisation sont variées. Depuis quelques années, surtout, plusieurs mouvements de libération ont entrepris une critique assez sévère des expériences précédentes. À plusieurs reprises, ces mouvements ont constaté qu'ils avaient eux-mêmes militarisé trop rapidement la lutte populaire, se substituant *de facto* à une mobilisation plus en profondeur et plus massive. Une certaine « fixation sur la lutte armée comme seule forme d'action révolutionnaire⁷ » a conduit à bien des problèmes (le cas palestinien, par exemple). Aujourd'hui cependant, les fronts de masse qui convergent dans les mouvements de libération (au Salvador, en Afrique du Sud) apparaissent davantage comme un mouvement massif d'auto-organisation et d'autodéfense populaire.

Face à la violence exterminatrice de l'ennemi, les mouvements de libération adoptent des formes de lutte originale. En Afrique du Sud, par exemple, le mouvement de libération, l'ANC (African National Congress), constitue à la fois l'animateur des luttes sociales (surtout des grèves), aussi bien que l'organisateur de la lutte armée. L'ANC fut créé en 1912 à partir de la philosophie de Ghandi qui fit ses premières armes dans ce pays et avait déclaré : « Là où le choix existe seulement entre la lâcheté et la violence, il faut se décider pour la solution violente⁸. » Dans ce cas, comme au Salvador, les fronts de masse se sont fondus dans le mouvement de libération, qui ne se sont pas substitués à l'organisation populaire (comme ce fut le cas de plusieurs mouvements de guérilla des années 60-70).

Dans le cas des pays du « Tiers-Monde » directement occupés par des armées étrangères, la guérilla comme « guerre des masses populaires d'un pays économiquement arriéré se dressant contre une armée d'occupation⁹ » est la forme universellement reconnue de ce passage de la lutte politique à la lutte violente. Un large consensus national se réalise contre l'occupation (c'est le cas du sud du Liban) qui dépend, comme l'explique un autre théoricien de l'insurrection, Léon Trotsky, « pour un dixième de la direction purement militaire, et pour neuf dixièmes de la préparation politique¹⁰. » Ces mouvements de libération, comme en Chine, au Viêt-nam, en Guinée-Bissau, en Algérie, l'ont emporté parce qu'ils avaient su « baser leur stratégie sur la patiente construction d'une infrastructure politique au sein des populations¹¹ ». La réflexion engagée par les mouvements de libération, sur les formes et les rythmes de lutte, peut donc nous enseigner un certain nombre de principes stratégiques et tactiques, au-delà d'une identification simpliste et schéma-

tique. Les mouvements pour la paix, pour marquer des points, devront apprendre « l'art de la stratégie en s'inspirant des principes de la guerre populaire, quelque chose de vaporeux et de fluide, ne devant se condenser nulle part en un corps solide¹² ».

Nationalisme et internationalisme

Par définition, la lutte des mouvements pour la paix, comme celle des mouvements de libération, possède un caractère internationaliste. Cependant, sur le terrain, les mouvements de libération sont aussi des mouvements nationaux, pluriclassistes. Cette dimension nationale est fondamentale car elle permet de réaliser une grande unité de toutes les forces opposées à la domination et à la surexploitation. En contrepartie, cette diversité d'intérêts implique une distanciation possible entre les intérêts d'un groupe particulier, et les intérêts généraux. En effet, une fois arrivés au pouvoir, les mouvements de libération sont souvent confrontés à la raison d'État,

primauté de la volonté de conservation des acquis (qui) brise le mouvement, contrarie le sentiment exigeant de la solidarité absolue, de la complémentarité entre tous les peuples et tous les hommes asservis¹³.

La volonté émancipatrice universalisante coexiste avec un terrain de forces sociales réelles, et ce fait doit être reconnu et non mystifié. Si le consensus national n'est pas produit par le mouvement, il ne peut accumuler les forces nécessaires pour résister aux États terroristes. Par après, ce consensus national le piège et doivent être réalisés des alliances, des compromis, des négociations. La Chine laisse tomber le Viêt-nam et celui-ci abandonne le Kampuchéa. Le Mozambique négocie avec l'Afrique du Sud au détriment de l'ANC. Demain, le Nicaragua saura-t-il résister aux avances américaines

en laissant tomber le FMLN (Front de libération Farabundo Marti du Salvador) ?

Cette contradiction inhérente à l'activité politique peut être résolue et l'expérience des mouvements de libération nous éclaire à ce sujet. La première leçon est l'obligation de compter sur ses propres forces, la deuxième implique de mettre de côté un certain romantisme révolutionnaire. La révolution est peut-être « permanente », elle est toutefois marquée d'étapes, de pauses. Les mouvements de libération qui ont réussi, ont su identifier jusqu'où la mobilisation populaire pouvait être soutenue (ceux qui ne l'ont pas su, ont été vaincus). Les populations se battent toujours pour des objectifs déterminés historiquement, dans la mesure de leur politisation et de leur organisation, lesquelles ne peuvent être imposées par en haut (du moins, pas pour longtemps).

Pluralisme et démocratie

Dans le contexte des sociétés dominées par l'impérialisme via les États terroristes, les mouvements de libération représentent des laboratoires sociaux où s'expérimente la démocratie populaire. Les mouvements de libération représentent toujours des coalitions sociales assez vastes et cette diversité d'intérêts implique un pluralisme des idées. Toutefois, le nécessaire processus de militarisation restreint cette expérimentation, excluant *de facto* une réelle liberté (« la liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement », avait dit Rosa Luxembourg¹⁴). Arrivée au pouvoir, la logique étatique tend aussi vers la centralisation.

Toutefois, les mouvements de libération possèdent une expérience intéressante qui leur permet de résister, bien que de manière précaire, à l'étouffement de la démocratie. En Amérique centrale, des mouvements comme le FMLN ont

162

réussi à regrouper un grand nombre d'organisations populaires et politiques sans établir pour autant une direction unique, et ce, sans éviter la question de la nécessaire coordination des actions militaires. Le FSLN (Front sandiniste de libération nationale), au Nicaragua, sans être le « modèle » rêvé¹⁵, expérimente à sa façon des formes de mobilisation populaire originales. De même, l'attachement du mouvement palestinien à l'intégrité et à l'autonomie de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) est un obstacle aux tentatives des États autoritaires de la région (Syrie, Lybie) d'y étouffer une démocratie politique très prononcée¹⁶.

Plusieurs mouvements de libération résistent à la tentation d'être transformés en « partis marxistes-léninistes classiques, qui occultent et nient les identités symboliques, les richesses culturelles spécifiques des peuples ancestraux¹⁷ ». La référence aux traditions spécifiques (le Sandinisme au Nicaragua, Amílcar Cabral en Afrique) est un obstacle, quelquefois ambigu, au monolithisme et au dogmatisme, et donc un encouragement à la démocratie et à la liberté.

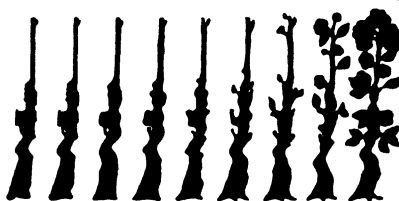
La dimension religieuse

Au sein de plusieurs mouvements de libération, la dimension religieuse est fort importante (Chrétiens en Amérique latine, Musulmans en Afrique du Nord). Au Salvador, les communautés ecclésiales

de la base participent à la guerre de libération depuis les rangs des organisations populaires et révolutionnaires. Elles entendent cette insertion comme

faisant partie de la vie chrétienne et comme une réponse au Seigneur qui, à l'heure actuelle, leur demande de mettre en pratique son message de salut. Leur option pour la guerre du peuple se fonde sur l'impossibilité d'obtenir la paix par la voie du dialogue, bloquée par un gouvernement illégitime qui viole le bien commun¹⁸.

Ce facteur religieux est, aussi, une façon d'exprimer la liberté et le pluralisme des mouvements de libération. Le christianisme, comme l'Islam shi'ite ou sunnite, appartient à l'univers symbolique, à l'imaginaire d'un idéal de justice et d'amour fraternel, et est une forme d'opposition à tous les pouvoirs. Car la religion exerce une fonction sociale précise, « l'expression d'une détresse réelle, et la protestation contre cette détresse¹⁹ ». Elle introduit dans les mouvements de libération une critique éthique qui constitue un rempart contre la constitution de nouvelles élites opprimeuses. L'expérience des communautés de base en Amérique latine et ailleurs a certainement été un encouragement au développement d'une « Église populaire » et critique dans les pays du Nord, et les mouvements pour la paix en ont largement profité en s'alliant à la protestation chrétienne contre la guerre.



Le possible apport des mouvements pour la paix

Depuis qu'existent les guerres et l'agression, existent des mouve-

ments pour la paix. Toutefois, depuis la fin des années 70 apparaît un nouveau mouvement pour la paix, d'une manière extrêmement diversifiée et sur la base de vastes coalitions sociales. Ce mouvement, encore jeune, est un laboratoire social dynamique, et sans vouloir faire de généralisations abusives et hâtives, on peut tirer un certain nombre d'indications, à partir desquelles la question de la rencontre avec les mouvements de libération peut être envisagée.

Un mouvement très diversifié

Le mouvement pour la paix représente une variété presque infinie d'expériences. Cette diversité peut être étudiée particulièrement en Europe, et spécifiquement en République fédérale allemande (RFA) où il s'est développé avec une grande force. Là, on peut dire, d'une manière générale, que le mouvement est constitué de trois grandes composantes. Il y a d'abord les mouvements affiliés aux partis de gauche, au parti social démocrate, communiste (DKP) et les syndicats. C'est le mouvement le plus traditionnel au sens où il constitue un instrument de pression pour les partis de gauche, le « volet pacifiste » de leur politique (ce modèle est proche de celui des mouvements britanniques, comme le CND (Campaign for Nuclear Disarmament)).

La deuxième composante est le secteur chrétien. En RFA, autour des « Chrétiens pour le désarmement », Pax Christi, etc., ce mouvement exprime une revendication humaniste, pacifiste et radicale²⁰. En Hollande, le mouvement pour la paix est très fort et la composante chrétienne en est le moteur (Conseil interecclésiastique pour la paix, IKV)²¹.

La troisième composante du mouvement pour la paix est constituée des « Alternatifs » au centre desquels se trouve le parti « VERT ». C'est surtout de cette

composante qu'est issue, ces dernières années, une réflexion politique importante et sur celle-ci nous allons nous concentrer (ce qui ne veut pas dire que ce mouvement est majoritaire, ou qu'il est très homogène).

Militarisme et capitalisme

La dynamique du mouvement pour la paix lié aux « Verts » en RFA, est globale, contestataire, radicale :

une réorganisation radicale de notre rationalité économique à court terme est essentielle. Nous n'acceptons pas que la présente économie du gaspillage favorise le bonheur et une vie bien remplie. Au contraire les gens deviennent de plus en plus agités et sans liberté. Seulement si nous parvenons à nous libérer de la surévaluation du niveau de vie matérielle, si nous pouvons rendre possible l'auto-accomplissement et garder en tête les frontières de notre nature, nos forces créatives pourront être libérées pour remodeler la vie sur une base écologique²².

Suivant cette option, le militarisme actuel de nos sociétés n'est pas une « aberration », mais le témoignage de la crise d'une société dont les conflits fondamentaux conduisent aux affrontements les plus destructifs.

Sur le strict plan économique, les armements représentent plus de 20 % des capacités productives des États-Unis²³. La lutte pour la paix implique donc une rationalité sociale et économique radicalement différente, comme l'explique Rudolf Bahro :

Non seulement l'exigence d'un désarmement militaire, général et total, demeure indispensable, mais elle doit être complétée par un programme de désarmement industriel, c'est-à-dire, naturellement, en termes constructifs, un programme de reconversion industrielle, (en tant que) fondement pour propager inlassablement une reconversion des modes de pensée de la plus grande partie de la population²⁴.

Pour abolir l'état actuel des choses, le mouvement pour la paix lié aux « Verts » préconise une lutte qui dépasse « les intérêts immédiats des travailleurs », car, toujours selon Rudolf Bahro :

le socialisme, aujourd'hui, c'est beaucoup plus qu'un mouvement ouvrier et syndical

de type traditionnel. La lutte pour une redistribution équitable du produit social entre salariés et patrons des riches États industriels « occidentaux » se fait toujours au détriment du reste de l'humanité. Nous ne pouvons continuer à faire comme si de l'issue des luttes de classes qui se livrent à l'intérieur de chaque pays pour le salaire réel et sur la question de savoir à quel parti il vaut mieux confier le contrôle de l'État, dépendait l'avenir général. Les contrastes qui suivent les axes Nord/Sud et Est/Ouest sont inextricablement liés les uns aux autres et empiètent largement sur ces problèmes-là²⁵.

On constate donc que pour les « Verts », la lutte pour la paix fait partie d'une lutte globale contre le *statu quo*. Elle ne peut, ou ne doit être instrumentalisée par des partis ou des tendances politiques qui cherchent à faire de la question de la paix une « autre » question particulière. Cette évolution rejoint, par d'autres chemins, l'option de plusieurs mouvements de libération qui cherchent à échapper aux forces centrifuges qui en font partie et veulent limiter les objectifs de transformation sociale de ces mouvements, et ce, dans l'espoir de « récupérer », pour elles-mêmes, les retombées de la lutte.

D'autres modèles organisationnels, d'autres modèles politiques

Les « Verts » sont apparus comme le résultat d'un long processus politique ; en Belgique, le Mouvement pour le désarmement et la paix a, lui aussi, été « le résultat d'un travail de coordination entre des secteurs politiques sociaux et associatifs très différents²⁶ ». À partir du mouvement extra-parlementaire allemand des années 70, les « Verts » cherchent

à constituer un terrain d'apprentissage de la démocratie directe, partant d'intérêts concrets (et non plus d'engagements abstraits), remontant de proche en proche aux causes premières des abus ou des manques qui tiennent à l'organisation générale de la société ; ils promettent alors une restructuration lente, à partir de la périphérie, non seulement du tissu militant, mais aussi du tissu populaire, ceci à l'horizon lointain d'une autogestion généralisée, tant du cadre de vie que du cadre de travail²⁷.

Les « Verts » sont une étape importante vers (et non le point de départ, comme ont déjà commencé à le commenter trop d'observateurs à la recherche de modèles instantanés) la reconquête de l'espace politique. Cette étape est encore ouverte au sens où le mouvement se voit aujourd'hui confronté à de nouveaux débats.

En Allemagne, comme dans les autres pays occidentaux, la gauche des années 70 était arrivée à une sorte de cul-de-sac théorique, à la suite de l'épuisement des générations militantes et de l'impasse du débat entre la « réforme » (identifiée à l'action parlementaire) et la « révolution » (l'action de masse). Les « Verts » cherchent à élaborer une nouvelle conception du mouvement, du parti, comme

intelligence collective plutôt que comme appareil d'État [...] vecteur de l'intelligence du corps social dans son ensemble, de son intelligence des problèmes de l'évolution sociale, (devant) anticiper le progrès humain auquel il oeuvre²⁸.

C'est une « utopie concrète » qui rejoint, en un sens, la définition plus classique de l'action politique, telle qu'élaborée par Marx :

« la classe ouvrière n'a pas à réaliser un idéal, mais simplement à libérer ces éléments de la nouvelle société qui se sont déjà développés au sein de l'ancienne en train de s'effondrer²⁹ ».

Sur le plan plus organisationnel, ce nouveau mouvement cherche à renforcer les structures horizontales, les réseaux d'initiative et d'action, plutôt qu'une politique uniquement élaborée au sommet :

Notre parti représente un nouveau type d'organisation, dont les structures de base sont organisées d'une manière démocratique et décentralisée, (ce qui s'exprime) par le contrôle continu par la base de tous les officiers élus, délégués ou institutions, ainsi que le droit de leur révocation, en tout temps, de façon à rendre l'organisation et la politique transparentes à tous, et de lutter contre la distanciation des individus de leur base³⁰.

Ces efforts vont aussi dans le

164 sens d'élargir la base sociale des « Verts », encore très concentrée au sein de la petite bourgeoisie intellectuelle et des secteurs marginaux. Pour faire la jonction entre ces secteurs et les autres couches sociales, surtout la classe ouvrière, le mouvement doit proposer des formes d'action politique originales.

La réflexion sur les structures débouche, aussi, sur une réflexion sur les moyens, où on cherche à définir l'interrelation entre l'action de masse extra-parlementaire et l'occupation de l'espace politique institutionnel (il y a maintenant 28 députés « Verts » au Bundestag et plusieurs dizaines d'élus/e/s « Verts » dans les provinces et les municipalités). Plusieurs, parmi les « Verts », sont plutôt sceptiques quant à la possibilité d'agir sur le terrain institutionnel politique, mais l'opinion générale est que

dans l'antiparlementarisme sans nuance, il y a, en quelque sorte, une sorte de fixation parlementaire. Ces gens, inconsciemment, attendent trop de ce genre de travail, comme certains espèrent trop de la lutte de base³¹. (Entrevue de Rainer Esche, membre élu de la « Liste Alternative » à Berlin-Ouest, contrepartie berlinoise des « Verts ».)

Le mythe technologiste

Plusieurs mouvements pour la paix ont matérialisé la rencontre entre le socialisme, le pacifisme, le féminisme et l'écologisme. Une nouvelle recherche s'est opérée sur la question des modes de production sociale, d'où un questionne-

ment sur les « modèles de développement » appliqués dans les pays occidentaux et « imposés » au « Tiers-Monde ». Dans un sens, la production militaire est une sorte de « production capitaliste à l'état pur », ultra-hiérarchisée, tournée vers la destruction et l'oppression. Pourtant, c'est cette production qui est souvent à l'origine des progrès technologiques appliqués dans les autres sphères économiques. Les « Verts » se demandent, alors, si l'on pourra arrêter « le pillage de la nature et ses conséquences à long terme, les installations nucléaires, la pollution de l'air, de l'eau, des sols, etc. ³² ». Ils préconisent une lutte contre « la croissance purement quantitative, et en faveur de la croissance qualitative, économisant l'énergie et la transformation des ressources naturelles ³³ ».

Dans le « Tiers-Monde », la pénurie des biens et services les plus élémentaires conduit à une fascination pour le modèle de consommation occidental. Les mouvements de libération affrontent ce problème après la victoire, alors que des secteurs de la population attendent des transformations rapides suivant un modèle « lourd », de type occidental. Parce que les ressources n'existent pas et, aussi, parce que ce modèle impose des conséquences sociales, économiques et politiques reproduisant le *statu quo*, plusieurs mouvements de libération réfléchissent, eux aussi, sur la question. Il s'agit d'élaborer un modèle de transformation de production sociale, et non seulement de mieux répartir la production sociale déjà existante. Ainsi, au Nicaragua, le FSLN cherche à réorienter les cultures agricoles vers la production de ressources alimentaires plus adaptées aux besoins locaux (et non seulement destinées à l'exportation), nécessitant moins d'intrants chimiques et mécaniques. En Grande-Bretagne, à l'usine aérospatiale Lucas, la lutte pour la reconversion de la production (de

l'industrie d'armements à d'autres productions) a, aussi, conduit à une réflexion sur la hiérarchie des postes et des salaires et sur la division du travail.

Contre l'étatisation de la société, pour la socialisation de l'État

Certains mouvements pour la paix sont utilisés par des partis dans leur lutte pour le pouvoir (cas de la France, par exemple, à l'exception d'un mouvement minoritaire, le CODENE — Comité pour le désarmement nucléaire en Europe). En RFA, les « Verts » cherchent à éviter cette voie, d'où la critique persistante, voire la méfiance à l'endroit du parlementarisme. Pourtant, durant d'autres phases historiques, la lutte contre l'État, au lieu d'aboutir à la suppression graduelle de l'État au profit d'associations libres, a trop souvent abouti à la suppression de la démocratie dite « bourgeoise », c'est-à-dire aux droits et libertés constitutionnels, et donc, conduit à l'État autoritaire. Les « Verts » cherchent à la fois à définir un équilibre entre l'État et les droits constitutionnels qui y sont attachés, à développer le plus grand espace possible pour la société civile. À ce moment, le rôle du mouvement, selon Rudolf Bahro, doit être

d'offrir le support d'une pratique transcendante et d'un comportement révolutionnaire. Cette ligue (NDLA : ou mouvement), un contre-pouvoir constructif, mais de nature révolutionnaire, doit influencer sur le système de forces et l'organisation sociale, et rappeler ses limites à la hiérarchie étatique. Fondamentalement, cela signifie une division du pouvoir social, la mise en place d'une dialectique entre l'État et les forces sociales [...]. Le résultat est une situation de double pouvoir et une réduction progressive du poids de l'État ³⁴.

En 1980, le FRELIMO, mouvement de libération au pouvoir au Mozambique, décidait d'accentuer la séparation entre les structures du parti et l'État, de façon à dynamiser la société civile et de l'amener à faire pression sur les structures étatiques.

D'autres alliances internationales

Les « Verts » et les autres composantes principales du mouvement pour la paix en Europe poursuivent une politique internationale résolument non-alignée. Le but est d'établir une Europe indépendante, démilitarisée (ce qui ne veut pas dire sans défense) et dénucléarisée, alliée aux forces du « Tiers-Monde » qui poursuivent ces mêmes objectifs, dont les mouvements de libération.

Ceci implique une critique affirmée de l'URSS, non seulement de ses pratiques impérialistes dans le monde (Erythrée, Afghanistan, Pologne), mais aussi du type de « modèle » sociétal avancé par le Parti communiste soviétique. Les « Verts » mettent, aussi, beaucoup d'emphase sur les liens avec les mouvements civils et pacifistes indépendants de l'Europe de l'Est. Cette position est tout à fait opposée au discours pro-occidental sur l'URSS et le pseudo-danger d'agression massive de la part de cette dernière :

Les Russes ne prendront pas l'offensive, car historiquement, c'est l'empire soviétique qui est acculé à la défensive ; il a complètement échoué dans son projet datant de la révolution d'octobre qui était de rattraper et de dépasser le capitalisme. La racine du mal, c'est le profit, et même s'il est présent à l'Est, c'est de ce côté-ci, à l'Ouest, que le moteur tourne. Et c'est ici qu'il faut commencer à briser la spirale de la course aux armements, même s'il n'est pas sûr que les Soviétiques vont désarmer immédiatement ³⁵.

D'autre part, dans le « Tiers-Monde », les mouvements de libération cherchent, aussi, à diversifier leurs alliances internationales, même si les armes pour lutter contre les régimes terroristes leur viennent le plus souvent de l'URSS (dans des conditions souvent très difficiles) ³⁶. Mais en Allemagne fédérale, les mouvements pour la paix ont participé, en 1981, à une grande campagne destinée à recueillir des fonds pour acheter des

armes pour les guérilleros salvadoriens. Cet acte, plutôt symbolique, témoigne de l'importance de l'action autrement que par des appuis « moraux » ou strictement humanitaires. Le programme des « Verts » spécifie aussi son appui à la « résistance populaire non violente contre les régimes qui pratiquent la violence ouverte ou structurelle ³⁷ ».

Vers une nouvelle alliance internationale

Les pouvoirs dominants actuels tentent d'établir une idéologie de la résignation, de la défaite inévitable. Certains secteurs du mouvement pour la paix et des mouvements de libération tentent de résister à ce défaitisme en démontrant que le changement du rapport de forces est possible. Après tout, les empires oppressifs sont actuellement en déclin, que ce soit en Amérique centrale ou en Afrique. Par ailleurs, les sociétés des pays occidentaux comme des pays de l'Est se distancient davantage des États et des structures politiques en place. Si cela ne prend pas la forme de mouvements contestataires massifs (il y a, bien sûr, quelques exceptions, comme la Pologne), cela est plus lié au fait que les mouvements qui ont canalisé historiquement cette contestation, soit la gauche historique composée des partis sociaux, démocrates et communistes, ne semblent plus répondre aux attentes des populations. Le désarroi qui sévit un peu partout, témoigne de l'absence d'un projet social et politique alternatif, absence que commencent, d'une manière encore très résistante et embryonnaire, à compenser les divers mouvements alternatifs, les mouvements pour la paix, les mouvements de libération.

Actuellement, la légitimité des États en place décroît. L'invasion continue de la rue par les Brésiliens ou les Argentins, les « émeutes de la faim » qui secouent les

pays du Maghreb, l'expansion des insurrections populaires au Salvador, en Namibie, aux Philippines, en Afghanistan et ailleurs témoignent du discrédit des pouvoirs impériaux. Le désenchantement n'est pas moins grand aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France ou au Québec. Il ne s'agit pas ici d'un « grand soir » qui approche, ou d'une situation révolutionnaire comme telle, mais bien plus d'une fissure profonde entre la société et les États qui peut prendre aussi bien la forme de grandes colères que d'une passivité et d'une indifférence à l'endroit des puissants. Le cynisme croissant qui en résulte parfois illustre l'absurdité évidente des systèmes qui ont actuellement toutes les capacités productives de régler les principaux problèmes matériels du monde, mais qui préfèrent employer ces capacités à construire des armements et à préparer la guerre (une heure de dépenses d'armements équivaut au coût total d'une campagne mondiale pour éliminer définitivement les grandes épidémies mondiales). Aussi irrationnel, d'un point de vue économique, est un système qui met des millions de gens au chômage et garde non utilisée une grande part de ses capacités productives, alors que l'essentiel de l'humanité manque de tout.

La rencontre entre les mouvements pour la paix et les mouvements de libération est une porte de sortie à cette impasse. La première revendication de tout mouvement de contestation sociale les unit, à savoir le droit à la démocratie et à la vie. Les deux mouvements ont tendance à dépasser le cadre trop restrictif des « droits » individuels pour revendiquer le

droit de surmonter l'injustice, à lutter contre elle, le droit à la défense de soi-même, à la défense de son être, non de ses biens, mais de son propre être outragé ³⁸.

Les mouvements pour la paix, comme les mouvements de libéra-

166 tion, cherchent à s'inspirer de deux principes contradictoires : d'un côté, une éthique prométhéenne, destinée à lutter contre l'injustice d'une manière intransigeante et visant à se prémunir contre les tentatives les plus évidentes de cooptation ou de corruption ; de l'autre, ils cherchent à élaborer une *realpolitik* alternative, qui puisse « gagner », c'est-à-dire élargir les espaces de liberté et de démocratie dont disposent les peuples.

Le radical de gauche n'est pas celui qui se contente de remplir le rôle d'éclaireur, bien qu'il fasse cela aussi, mais celui qui reconnaît la réalité de tous les besoins humains, à l'exception de ceux qui impliquent l'oppression et l'exploitation d'autres hommes [...]. Le radical de gauche sait que le seul véritable objectif social est celui qui est connu en tant que tel par la majorité des hommes qui seraient prêts à s'engager pour sa réalisation, comme ils le sont pour la satisfaction de leurs besoins³⁹.

Pierre Beaudet
Chercheur au Centre
d'information et de
documentation sur le
Mozambique et l'Afrique
centrale (CIDMAA)

L'auteur s'exprime ici
à titre personnel
Avril-mai 1984

NOTES

- 1 L'expression « Tiers-Monde » a une dimension idéologique qui déforme la réalité. Il n'y a pas de point commun véritable entre, par exemple, le Brésil, le Mali ou la Corée du Sud, sauf un, celui d'être des sociétés contrôlées à des degrés divers de l'extérieur.
- 2 René Dumont, *Finis les lendemains qui chantent*, Seuil, 1983.
- 3 Chris Pinney, Conférence internationale des ONG sur le désarmement et le développement, ICDA, Bruxelles, avril 1982.
- 4 Voir entre autres les divers documents de l'Organisation catholique pour le développement et la paix.
- 5 Jean Ziegler, *Contre l'ordre du monde, les rebelles*, Seuil, 1983, p. 145.
- 6 René Dumont, *Finis les lendemains qui chantent*, op. cit. Voir aussi du même auteur, *Le mal développement en Amérique latine*, Seuil, 1982 et *L'Afrique étranglée*, Seuil, 1981.
- 7 Eqbal Ahmad, *The PLO split*, Merip Reports, décembre 1983.
- 8 Ghandi, *Tous les hommes sont frères*, Gallimard, 1969.
- 9 V.N./Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*, Maspéro, 1967, p. 44.
- 10 Léon Trotsky, *Où va la France ?*, Quatrième Internationale, 1958.
- 11 Gérard Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers-Monde*, Seuil, 1976, p. 103.
- 12 Von Clausewitz, *De la guerre*, Minuit, 1959.
- 13 Jean Ziegler, *Main basse sur l'Afrique*, Seuil, 1978, p. 274.
- 14 Cité par Paul Frolich, *Rosa Luxembourg*, Maspéro, 1965.
- 15 Claudio Thomas Bornstein, « Quelques idées sur la révolution nicaraguéenne », *Cahiers du Cedal*, numéro 5, 1983.
- 16 Pierre Beaudet, L'« après Beyrouth » en Cisjordanie et à Gaza », *Cahiers du CEAD*, avril 1984.
- 17 Jean Ziegler, *Contre l'ordre du monde*, op. cit.
- 18 Hugo Cancino Troncoso, *Christianisme et révolution*, Dossier de l'ALAI, 1982.
- 19 Karl Marx, *Critique du droit politique de Hegel*, Éd. Sociales, 1975, p. 198.
- 20 *Speigel*, 15 juin 1981.
- 21 Jeanne Brunschwig, « Les mouvements pour la paix », *Cahiers du Forum pour l'indépendance et la paix*, été 1983.
- 22 *Programme of the German Green Party*, Heretic Books, 1983.
- 23 Ernest Mandel, « The threat of war and the struggle for socialism », *New Left Review*, n° 141, septembre 1983.
- 24 R. Bahro, « Réflexions pour un nouveau départ du mouvement pacifiste en Allemagne », *Tribune Socialiste*, commission internationale du PSU, mai 1982.
- 25 Discours de R. Bahro au Congrès fédéral des « Verts », Offenbach, novembre 1979, publié dans *À l'est, du nouveau*, Syros, 1980.
- 26 Pierre Galland, « Mouvement pour le désarmement et la paix », *Cahiers du Forum pour l'indépendance et la paix*, op. cit.
- 27 Philippe Ivernel, « Le Parti Vert, quatrième parti établi ou facteur de déstabilisation ? », *Tribune Internationale*, op. cit.
- 28 R. Bahro, *L'alternative*, Stock, 1979.
- 29 Karl Marx, *La Guerre civile en France*, Éd. sociales, 1972.
- 30 *Programme*, op. cit.
- 31 *Revue Alternatives*, n° 1, 1983.
- 32 *Programme*, op. cit.
- 33 *Programme*, op. cit.
- 34 R. Bahro, *L'alternative*.
- 35 R. Bahro, *Cahiers du Forum pour l'indépendance et la paix*, op. cit.
- 36 Jean Ziegler, *Contre l'ordre*, op. cit.
- 37 *Programme*, op. cit.
- 38 Ignacio Ellacuría, « Droits de l'homme, évolution et utopie », *Amérique latine*, n° 2, avril.
- 39 Agnès Heller, *Marxisme et démocratie*, Maspéro, 1981, p. 227.